

Brexit: les Armateurs de France «choqués» par l'exclusion des ports français

[Le Figaro](#) du 13 septembre 2018 – Source AFP

Le président d'Armateurs de France, Jean-Marc Roué, s'est dit "choqué", aujourd'hui, par le nouveau tracé de corridor transeuropéen reliant la Mer du Nord à la Méditerranée envisagé par la Commission européenne en prévision du Brexit, qui pénalisera selon lui les ports français. *"Il est choquant que la Commission européenne, de manière arbitraire, retire aux ports français la capacité d'avoir la même compétitivité en matière d'investissements que ceux de Belgique et des Pays-Bas"*, a assuré à l'AFP Jean-Marc Roué, également à la tête de la compagnie Brittany Ferries.

La Commission européenne a proposé le 1er août d'adapter le tracé de ce corridor qui relie notamment l'Irlande et l'Ecosse au continent, en prévision de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'idée est de promouvoir des liaisons maritimes directes pour éviter les futurs passages en douane à l'entrée et à la sortie du Royaume-Uni. Mais le tracé envisagé privilégierait les ports belges et néerlandais, ce qui suscite des inquiétudes dans l'Hexagone. Les ports situés sur le réseau transeuropéen de transport (appelés RTE-T, ou TEN-T) sont en effet susceptibles de bénéficier de fonds européens pour leur développement.

"Quelque 40.000 camions transitent déjà chaque année par Roscoff et Cherbourg à destination de l'Irlande", a souligné Jean-Marc Roué, ajoutant que 200.000 remorques traversent également la Manche depuis Calais et Dunkerque à destination de l'Irlande via un port britannique. *"Ces 200.000 camions devront trouver d'autres routes maritimes pour éviter un double passage douanier annoncé par le commissaire européen en charge de la négociation du Brexit"*, a-t-il fait valoir. *"C'est choquant que la Commission européenne n'ait tenu compte que du transport par containers ou en vrac et non du +roro+", un dispositif permettant de transporter les marchandises dans les remorques de camions, a-t-il jugé. "C'est choquant aussi que ce soient les lignes les plus courtes, donc celles dont l'empreinte environnementale est la plus faible qui soient retirées du corridor"*, a-t-il dénoncé, regrettant une *"politique maritime française peu ambitieuse"*.